L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 4 SEPTEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI 4 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co, aux Nos 67 et 69 de la rue de la Douane—Marchandises sèches, notions, etc.

Par E. Roger & Co, dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

Par S. Guinault, rue Bienville, encoignure St-Jean—La vacherie de Joseph Delord.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres — Linge du d'hiver, lingerie, chapeaux, casquettes et sacs.

Jefferson Davis et Alexandre H. Stephens.

Quand on voit Jefferson Davis reparaître sur l'horizon, on peut être sûr que le grand homme d'Etat de la Georgie, ne tardera pas à y reparaître lui-même. Le premier, ainsi que nos lecteurs le savent, avait prononcé un discours devant la Société Historique de la Virginie et il avait cru qu'après sept années de paix profonde, il pouvait se permettre de dire quelques vérités que certainement l'histoire impartiale ne démentira pas. Quel mal ou quel danger souvait-il y avoir dans cette franchise ! Il ne pouvait y en avoir aucun ; ce discours de l'ex-président confédéré n'en a pas moins subi la censure de toute la presse radicale qui a voulu absolument y trouver ce qu'il ne contenait pas, et Jeff. Davis a été obligé d'expliquer certaines paroles évidemment mal comprises. Il avait dit que le Sud avait été non vaincu, mais trompé, et que si le Sud eut su ce que devait être envers lui le gouvernement du Nord, dès après la soumission, il eut résisté encore et soutenu la guerre jusqu'à ce que le Nord lui-même y eut renoncé le premier.

Nous croyons que c'est là l'exacte vérité et tous les journaux patriotes du Sud ont exprimé la même opinion et la maintiennent aujourd'hui. Aucun d'eux cependant ne nie que la cause confédérée en avril 1865, ne fut perdue dans toute la partie de la Confédération à l'Est du Mississippi. Après la capitulation de Lee, Johnston était incapable d'opposer la moindre résistance, quand même il eut été disposé à résister. Entre Grant et Sherman, il eut été évidemment écrasé. Mais il y avait de l'autre côté du Mississippi une armée de 30,000 hommes de vieilles troupes, fort guerrières, glorieuses, occupant un territoire dont l'étendue eut été un embarras pour une armée d'invasion et un formidable moyen de puissance pour des opérations défensives.

Si M. Davis eut suivi son premier plan, qui était de se transporter au delà du Mississippi, il eut mis un terme à la panique qui avait saisi les troupes de l'Ouest à la nouvelle des désastres subis en Virginie. Mais son délai fut fatal. Davis voulait, at-on dit, prendre congé sa famille avec lui et il perdit un temps précieux. Ce retard fut la cause de sa capture et la guerre sans lui fut nécessairement finie. On n'a pas assez dit que Davis était non seulement le chef de la Confédération mais qu'il en était l'âme, et la preuve de cela est la brusque terminaison de la guerre aussitôt après qu'il fut tombé entre les mains des fédéraux. Voilà la vérité. Du tout temps la nécessité de changer le théâtre de la guerre avait été prévue, et quand le moment arriva d'exécuter le plan, il y eut des oppositions d'un côté et d'autre, oppositions plutôt dues à un défaut de constance qu'au défaut de moyens de résistance, et l'on ne fit plus rien, quand aux mois seulement de guerre de plus eussent suffi peut-être pour en changer le résultat.

Eût-on pu résister six mois sur cet autre théâtre ? Oui, mille fois oui, dit l'*Atlanta Herald*. On eût pu résister des années. Nos désastres n'étaient pas plus grands que ceux des patriotes de 1776, après la bataille de Valley Forge. Si, alors, Washington eût été tué ou pris, la cause des républicains eut été entièrement perdue. Il échappa, et comme il était le centre de l'autorité, tous les patriotes se rallièrent autour de lui. Ils eussent ainsi fait avec Davis, s'il eût pu échapper. Mais après son arrestation, pas un homme dans toute la Confédération ne se sentit assez fort pour prendre sa place et continuer la partie. Il y avait cependant le Vice-Président de la Confédération, à qui ce rôle appartenait naturellement. Eh bien ! que faisait Alexander H. Stephens ? rien, ou ne faisant pas plus que le gouverneur de la Georgie, Brown, qui, quelque temps auparavant, avait renvoyé la milice de l'Etat sous prétexte que le danger de l'invasion était passé, quand, au contraire, il était imminent. Aussi, pe même Brown, fut-il protégé et magnifiquement traité par Sherman après la prise d'Atlanta : aussi, ce même Brown, a-t-il toujours été bien vu à Washington, faveur qu'il a partagée avec tous ceux qui ont montré pour le Sud la même ardeur et la même fidélité.

Dans ce nombre nous devons compter en première ligne, l'ex-vice-président Stephens qui fit un parler de guerre, guerre d'espérance et de principes, comme Davis, se complait au contraire à exposer, comme Brown, les titres de Grant à l'administration publique. Davis ayant trouvé un reporter, on pouvait être sûr que Stephens ne serait pas long à trouver le sien. Davis s'étant prononcé contre le césarisme, il était impossible à Stephens de rester muet et de ne pas se prononcer pour, d'autant plus qu'ayant été élu à la chambre des Représentants au Congrès, il aura la maiute occasion de recevoir les remerciements de Grant et des marques de faveur. Qui sait si Stephens après avoir si naïvement la guerre pour son propre pays, n'aspire pas à être secrétaire de la guerre pour les Etats-Unis ? Nous ne serions nullement surpris qu'il eut cette ambition et nous serions encore moins surpris qu'elle fût satisfaite, Stephens ayant dit comme Butler et après lui, que cinq ou six élections de suite ne font pas le césarisme. D'après cela il voterait pour que Grant fut président à perpétuité, surtout s'il devait, lui Stephens, être membre de son cabinet.

Quel honneur pour lui ! oui, mais quel profit pour le Sud, et quelle protection pour les libertés constitutionnelles des Etats ! Stephens croit que le Césarisme ne consiste pas dans la personne qui occupe le fauteuil de l'Exécutif, ni dans la durée de son occupation, mais dans la manière dont le gouvernement est administré. Le Césarisme, dit Stephens, respecte peu les limites constitutionnelles et usurpe les pouvoirs des deux autres départements, législatif et judiciaire. Tant qu'il n'y a pas consolidation ou absorption, tant qu'il n'y a pas unité, il n'y a pas de Césarisme. Tant que ces pouvoirs restent séparés, il n'y a pas de danger. (Voilà qui fera bien rire Butler.) Grant, ayant exécuté fidèlement et même servilement les lois, ne peut être suspect aux yeux des républicains, si ce n'est aux yeux de ces républicains libéraux qui se séparent de lui pour de simples raisons de mécontentement personnel

Qui ne saurait rendre Grant responsable des œuvres du Congrès, au contraire il faut lui savoir gré de n'y conformer et de faire respecter les décrets judiciaires qui en ont été la conséquence, car cette conduite de sa part contribue à mettre au relief les erreurs commises et servira à déterminer le rappel des mauvaises lois. Le simple fait qu'un homme permet l'usage de son nom pour une troisième ou quatrième et même une dixième élection, ne constitue pas le césarisme. Grant n'ayant jamais violé la Constitution ni les lois, ni n'ayant envie de le faire, se trouve donc à l'abri de tout reproche." Ainsi, M. Stephens phase pardonne l'intervention des baïonnettes fédérales dans le résultat officiel des élections en Louisiane. Il y avait un mauvais jugement de jour, condamné par la conscience universelle et comme tel illégal ; ce jugement rendu par le système républicain du suffrage universel, n'importe ! Grant a bien fait de l'appuyer avec la force armée et de mettre à néant la souveraineté du peuple.

Telles sont les opinions actuelles de M. Alex. H. Stephens, ex-vice président de la Confédération du Sud. Qu'on les compare à ces simples mots du président Davis : *les faits ne constituent pas le droit et les principes sont éternels*, et qu'on juge !

LE VERT DE PARIS ET LA CHENILLE.—On nous communique l'extrait suivant d'une lettre écrite de Royville, 30 août :

Depuis la dernière lettre que je vous ai écrite les chenilles ont fait de grands ravages dans beaucoup de champs de cotton. Tous ceux qui ont saupoudré leur cotton de vert de Paris ont fait disparaître les chenilles dans l'espace de 24 heures. Ceci est positif ; je m'en suis rendu compte moi-même. Les planteurs ne promettent tous de se procurer pour la saison prochaine, du vert de Paris pour combattre le *fléau*. Tous ceux de mes clients à qui j'en ai envoyé se félicitent des résultats qu'ils ont obtenus. Ils m'écrivent que les rangs de coton qu'ils n'ont pas saupoudrés de poison ont été complètement ravagés. Les plants qui ont reçu le baptême sont restés intacts avec toutes leurs feuilles et sont admirables à voir.

Parmi les planteurs qui se sont servis avec succès du vert de Paris, pour tuer les chenilles, je citerai MM. le Dr. A. Monchet, Aurélien Boutet, Calvin Moorse, Edouard Fabre, Edouard Comneaux, Alexandre Guidry, Ernest Bonnin, Michel Vidaillet, Alcide Landry, L. C. Landry, Sevins Landry, Zénon Boutz fils, Justinien Guillet, F. Lassalle, Siphayren Vallot, Dr. Piquette, Désiré Broussard, Hypolite Bernard, Baptiste Duet, Napoléon Mélançon, Mme veuve Nicolas Vallot, A. Hubert, L. Hubert, Numa Broussard, Hubert Thailor, etc.

J. B.

AU GRAND RABAIS.—Nous recommandons à l'attention des dames et des messieurs la vente que font en ce moment MM. Hebert-Miret et Pinsard, rue du Canal 149, de leur stock de marchandises sèches. Tous les promeneurs de la rue du Canal savent de quels articles ce stock est composé. L'assortiment est considérable. La bijouterie et les parfumeries brillent à côté de toutes sortes de marchandises en lingerie et bonneterie et tout cela se vend au grand rabais, c'est à dire au-dessous des prix coutants. Rien n'est plus vrai et nous engageons les acheteurs à en faire leur profit.

LAGER BEER.—La maison Solari, rue Royale 45, annonce qu'elle vendra aux familles du lager beer, marque Hemelinger, aux prix de $3 la douzaine de grandes bouteilles, et que les marchands obtiendront un escompte libéral. Elle annonce aussi que son magasin ne sera plus ouvert le dimanche.

☞ Il y a plus de 15 ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et depuis ce temps leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Dépôt général, Canal 107

CORRESPONDANCE POLITIQUE.

Paris, 14 août.

La mode est contagieuse, et voici que les Anglais eux-mêmes vont avoir leur pèlerinage. S'il s'agissait d'un pèlerinage purement local ou même national, le fait vaudrait sans doute la peine d'être signalé, mais n'aurait pas l'importance qu'il atteint si la manifestation dont nos voisins se préoccupent en ce moment, et que l'on annonce pour le mois prochain. C'est hors d'Angleterre que les pèlerins anglais iront faire leurs dévotions ; ils traverseront le détroit tout exprès pour venir, après M. de Belcastel et ses amis, apporter leur tribut d'hommages au Sacré-Cœur, dans ce sanctuaire de l'Ary-le-Mont auquel le zèle religieux et politique du parti ultramontain a créé un si beau renom. Il y aura donc deux choses dans ce pèlerinage : ce sera, pour ainsi dire, un acte de solidarité en même temps qu'un acte de foi.

Ces pieux visiteurs, dont le voyage sera dirigé par un pair d'Angleterre, le duc de Norfolk, emporteront naturellement la bénédiction toute spéciale de l'archevêque de Westminster. On apprendra aussi sans surprise que les organisateurs de l'expédition, avec ce sens pratique qui n'abandonne jamais les Anglais, ont pris les mesures les plus efficaces pour atteindre leur but dans les meilleures conditions possibles, et que ce nouveau pèlerinage laissera bien loin derrière lui, au point de vue du confort, ceux des siècles passés. Le *Times* plaisante agréablement sur ce thème, mais sans pouvoir retenir l'expression de sa mauvaise humeur : il voit dans la manifestation projetée un symptôme humiliant pour l'Angleterre, et signale le travail souterrain de l'ultramontanisme pour reconquérir peu à peu dans ce pays le terrain perdu.

Nombre de députés mettent à profit les vacances pour entrer en communication avec leurs électeurs. La fusion fait principalement les frais des lettres politiques écrites par les représentants de la gauche. Ceux ci pensent et répètent que la fusion, même si elle parvenait à réunir une majorité comme au 24 mai, ne serait pas assez forte pour tenter une restauration monarchique. Un député légitimiste, M. de Franclieu, appuyé sur la théorie de l'intervention divine, professe des sentiments tout opposés. C'est Dieu qui a renversé M. Thiers, et Dieu, si on l'aide un peu, saura bien prendre les mesures qui achèveront de sauver la France. Rien de plus simple, on le voit. Il est vrai que M. de Franclieu ne paraît pas trop sûr de sa prochaine réélection, et qu'on peut lui demander ce qu'il penserait, en cas d'échec, de la justice divine. Au reste, cette impopularité dont il a conscience, non-seulement pour lui, mais aussi pour ses collègues de la droite, ne l'embarrasse guère, car il y voit une raison de plus contre la dissolution.

Quelques députés ont publié, sous forme de lettre aux électeurs ou aux journaux du département, leurs réflexions sur la situation où la prorogation de l'Assemblée a laissé les partis, et leurs prophéties sur les événements probablement décisifs qui se préparent pour la rentrée. Nous avons sous les yeux la lettre de M. Marcel Barthe, député des Basses-Pyrénées. M. Marcel Barthe écrivait avant l'entrevue de Vienne : aussi remarque-t-on dans son propos une allure optimiste qui ne serait peut-être pas tout à fait de saison en ce moment. M. Barthe constate d'abord que le gouvernement ne peut rien faire pendant la prorogation, si ce n'est de donner à l'administration un caractère et un sens contraires à la république ; c'est parmi les députés de la majorité que peuvent naître et se manifester des préoccupations plus précises au point de vue d'une solution monarchique. Seulement, c'est l'Assemblée seule qui décidera de cette solution, et la république restera le gouvernement légal, tant que l'Assemblée n'aura pas adopté, par un vote régulier, un régime nouveau.

Il serait naturel, ajoute M. Barthe, que pour obtenir une solution, les partis monarchiques s'adressassent aux électeurs par des élections générales ; mais ce procédé si simple et si légal n'est pas de leur goût. D'après leur théorie, le pays n'existe plus tant que le parlement reste debout. La nation est censée avoir abdiqué tous ses droits dans les mains de ses mandataires qui peuvent, même sans son avec et sans la consulter, changer la forme du gouvernement sous laquelle ont eu lieu les élections.

Mais, quelque opinion que l'on ait sur une semblable doctrine, sur l'étendue des attributions de l'Assemblée, sur l'usage qu'elle en peut faire et sur la durée de son mandat, l'on ne peut pas se dissimuler qu'elle tient actuellement dans ses mains les destinées de la France. C'est en méconnaissant cette situation que les impatients et les fougueux du parti radical ont amené la chute de M. Thiers par des élections d'entraînement et d'irréflexion.

Il ne faut pas en effet se payer de mots : l'Assemblée se regarde comme la loi vivante, et si elle est capable d'enfanter une majorité, elle tiendra peu de compte de l'état de l'opinion et des avis du suffrage universel ; pour M. Barthe, cette majorité ne peut naître que de l'accoupleme de la légitimité et de l'orléanisme ; mais il ne croit pas la fusion possible. Voici pourquoi :

M. le comte de Chambord réprouve et condamne la Révolution.

A ses yeux elle est un crime que la nation doit expier, et cette expiation ne peut s'accomplir que par un retour aux principes monarchiques d'avant 1789.

S'il monte sur le trône, il mettra sa puissante royale au service du pape pour lui faire recouvrer ses Etats et l'y maintenir.

Il veut enfin s'associer l'Eglise au gouvernement de la France.

Voilà, en résumé, ses principes. Il les a lui-même mis en relief dans la lettre si remarquable qu'il écrivit le 5 février 1873, à Mgr l'évêque d'Orléans.

La doctrine de l'orléanisme est l'opposé de celle de la monarchie légitime : cela se comprend, car la révolution du 9 juillet n'a été qu'une réaction libérale contre l'application des principes professés aujourd'hui par le comte de Chambord.

M. Barthe pensait que le comte de Chambord serait mis par les habiles en demeure de sacrifier ses convictions religieuses au fol monarchique et son drapeau à l'union de la maison de France, et il affirme que ce prince ne calera pas. Conclusion :

Une tentative de fusion entre les partisans des deux monarchies n'aura donc pas de succès que celles qui ont déjà été faites auprès des deux princes, et l'Assemblée, à l'expiration de la prorogation, rentrera à Versailles dans le même état de division.

Alors, que fera-t-elle ? Elle a pris, par un vote, l'engagement de discuter dans les bureaux, dans le mois qui suivra son retour, les projets de lois constitutionnelles déposés par le précédent gouvernement. Dans l'impuissance de faire une monarchie, elle organisera la république, sans toutefois la proclamer, afin de ménager la dignité de ceux qui se sont prononcés contre cette forme de gouvernement.

Bien qu'elle se soit décerné un brevet de longévité, elle comprendra, après avoir voté le budget, la loi municipale et les lois constitutionnelles, que l'opinion publique—sans l'appui de laquelle elle ne peut pas avoir d'autorité—ne la soutient plus ; que le moment de sa retraite est arrivé et qu'un devoir patriotique impérieux lui commande de restituer au pays des pouvoirs dont il n'a certainement pas voulu se demeurer indéfiniment.

Cette issue rassurante n'est pas encore condamnée, mais on ne peut se dissimuler que l'entrevue de Frohsdorf ne l'ait quelque peu compromise. Le comte de Chambord n'a pas cédé en effet, mais il n'a plus de compétiteurs dans sa famille, et il est désormais le seul candidat au trône de France pour les monarchistes qui ne sont pas bonapartistes. Toutefois les difficultés qui semblent résolues entre les deux princes par l'entrevue de Vienne reparaîtront fatalement à l'Assemblée entre les fidèles de la royauté légitime et les partisans de la monarchie constitutionnelle ; elles surgiront avec d'autant plus de force à Versailles qu'elles auront été plus soigneusement bannies à Frohsdorf, et c'est ici que les antagonismes relevés par M. Barthe entre les deux doctrines ou les deux traditions, redeviendront inconciliables.

Or, en admettant que par une sorte d'illumination subite et miraculeuse, souvent annoncée du reste par les croyants du droit divin, les libéraux de 1830 confessent en masse Charles X et les Ordonnances, il n'est pas de savoir s'ils attireraient les députés flottants que la politique de M. Thiers a longtemps retenus et qui acceptent encore les institutions existantes avec le maréchal de Mac-Mahon : ces députés n'ont pas peur de la république, si elle est conservatrice ; comment veut-on qu'ils choisissent, pour aller à la monarchie, le moment où elle s'éloigne des idées, des habitudes, des passions presque séculaires de la France ? Ces conservateurs sans parti pris trouvaient dans la république l'avantage du fait acquis et la garantie de l'adhésion visible et croissante du pays, et on prétend les convertir à une conception monarchique dont le principal caractère est une invincible et traditionnelle impopularité !

La fusion entre les princes ne résout pas le problème monarchique dans l'Assemblée : elle le pose seulement et elle pourrait même le tourner au profit de la république, comme M. Barthe l'affirmait avant l'entrevue de Vienne, comme il n'est pas encore interdit de l'espérer.

M. Turquet, député de l'Aisne, n'a pas l'optimisme de son collègue des Basses-Pyrénées : il écrit, il est vrai, après la démarche du comte de Paris, et il conclut de ce fait que l'orléanisme s'existe plus puisque les orléanistes n'ont plus de chefs :

Dans cette situation, dit-il, les orléanistes n'ont que deux partis à prendre : devenir légitimistes ou républicains. L'avenir de la France dépend de la résolution qu'ils prendront.

Si oubliant de leur passé et des doctrines de toute leur vie, dominés par une crainte irréfléchie de la démocratie, par leur répugnance pour la forme républicaine, par l'espoir peut-être de diriger et de modérer l'élément clérico-légitimiste, ils se décident à suivre M. le comte de Paris et toute la famille d'Orléans dans la voie où elle s'est engagée, il est possible qu'au mois de novembre, ou plus tôt peut-être, nous soyons témoins de la seconde restauration.

Encouragés par son succès du 24 mai, craignant de ne pas être réélus en cas d'une dissolution inévitable, obligés de discuter les projets constitutionnels, c'est-à-dire d'établir la république définitive, la droite peut être tentée de tout oser. Sera-t-elle en majorité ?

Il s'est trouvé au 24 mai, 362 voix pour renverser M. Thiers, et deux heures après 390 pour élire son successeur. Depuis, la majorité de coalition a été constamment de 400 voix environ. Retranchez-en 40 bonapartistes, et il reste 360 voix, auxquelles peuvent se joindre quelques indécis.

Je sais bien que beaucoup d'orléanistes, les vieux parlementaires notamment, éprouveront quelque hésitation à rétablir le régime qu'ils ont renversé en 1830. Mais le terrain pourra être aplani au moyen de concessions plus apparentes que réelles. Du reste, n'ayant plus de choix qu'entre la république et la royauté, est-il téméraire de penser que c'est à ce dernier terme qu'ils se rallieront ?

Je le répète donc, il n'est pas impossible qu'à la rentrée il se trouve dans l'Assemblée une majorité pour proclamer la royauté.

M. Turquet nous paraît aller un peu vite en besogne ; il oublie d'abord que M. Thiers n'a été renversé que par l'appoint d'un certain nombre de républicains conduits par M. Target ; quant aux 360 voix qui ont élu le maréchal de Mac-Mahon, il faut y comprendre les suffrages des députés du centre droit. M. Thiers renversé, jugeaient nécessaire de pourvoir sans délai à la vacance du pouvoir exécutif, prenaient le maréchal de Mac-Mahon parce qu'il ne représentait aucun parti, et maintenaient la république en donnant un président nouveau, simple héritier de son prédécesseur.

Ces députés, en votant pour le maréchal Mac-Mahon, empêchaient un interrègne toujours redoutable pour maintenir le fait républicain que la coalition se voyait elle-même tenue de continuer. Il s'agirait cette fois de les faire sortir de la république, que leur défection seule pourrait compromettre, pour les faire entrer dans une monarchie que leur alliée sauvera probablement pas. S'ils sont conservateurs et conservateurs éclairés, pourront-ils hésiter ?

Ne jetons pas aussi le manche après la cognée et gardons-nous des moyens empiriques, comme le plébiscite proposé en désespoir de cause par M. Turquet. D'abord, il est douteux que l'Assemblée éprouve jamais le besoin de poser au pays ces trois formules d'interrogation : République ? Empire ? Royauté légitime ? L'Assemblée se croit chargée non de poser les questions, mais les résoudre ; elle ne consultera jamais le pays que pour lui faire accepter ou refuser la royauté légitime après l'avoir proclamée, conformément aux traditions plébiscitaires. Or un pareil scrutin est une pure mystification, puisque les électeurs n'ont d'autre choix que le gouvernement de fait ou le néant.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est que les électeurs se mettent en relation avec leurs députés, qu'ils affirment devant eux la nécessité de la république, qu'ils montrent la répulsion des conservateurs eux-mêmes pour un changement d'état, surtout si ce changement est la rentrée d'un régime suranné et condamné, qu'ils fortifient les députés hésitants du centre droit dans leur résolution récente, mais raisonnée et raisonnable à la forme républicaine. La majorité du pays appartient à la république ; ce n'est pas cette majorité qu'il faut évangéliser, mais bien l'appoint nécessaire à la droite pour rétablir un vieux monarchique. Or cet appoint, M. Thiers l'a rallié, le maréchal de Mac-Mahon le retient non par la même politique, mais aux mêmes conditions, c'est-à-dire par le respect du fait existant : Il n'est pas possible qu'on l'entraîne dans une révolution en faveur d'un régime tout ou plus propre à en provoquer de nouvelles.

—Nous trouvons dans une correspondance du *Times* les lignes suivantes qui paraissent peindre admirablement le caractère politique des Français et qui, en outre, ont l'avantage de dire la vérité sur la popularité actuelle de M. Thiers.

Les étrangers ne peuvent comprendre qu'il n'est pas au monde un pays mieux disposé que la France à accepter la forme de gouvernement qui s'établit et s'impose. Pendant les quatre vingts dernières années, la France a souvent changé ses gouvernements ; mais elle n'a jamais refusé de reconnaître un gouvernement nouveau qui parvenait à s'établir.

Si elle en a changé si souvent, cela ne tient pas à ce qu'elle refusât de les reconnaître ; cela vient de ce que ces gouvernements étaient morts né, ou de ce qu'ils tombaient d'eux-mêmes après s'être usés ; car la facilité avec laquelle ce pays accueille la naissance d'un gouvernement est compensée par la facilité avec laquelle il se console de sa chute.

Chacun des trois grands partis qui aspirent au pouvoir est sûr d'être accepté par la majorité du pays, une fois qu'il sera établi. On ne saurait trop insister sur cette vérité.

La meilleure preuve est le dernier changement qui s'est opéré et que le pays a franchement accepté, quoique, dans cette circonstance, ce fût un gouvernement provisoire qui succédât à un autre. Mais n'est il pas étrange de voir ce pays plus républicain la veille du 24 mai que le lendemain de cette journée ? Chez d'autres peuples, la chute de M. Thiers, dans les circonstances dans lesquelles elle est arrivée, lui aurait acquis un nombre infini de partisans. En France, c'est tout autre chose ; la chute de M. Thiers lui a fait perdre les trois quarts de ceux qui s'intitulaient thiériens, et le maréchal de Mac-Mahon, que personne n'accepte, se trouve accepté par tout le monde.

De là, on doit conclure que l'on ne peut calculer la force d'un parti par le nombre de ses adhérents. Le nombre est très élastique, puisque la masse se portant vers le parti qui s'empare du pouvoir, elle donnera la majorité aux monarchistes, aux impérialistes ou aux républicains.

Le grand résultat obtenu par le voyage du comte de Paris consiste en ceci : que les voies des électeurs ne se partageront plus entre les deux monarchies, partage qui leur donnait une égale infériorité.

On parle d'un projet de loi ayant pour but, à la rentrée de l'Assemblée, d'augmenter le nombre des conseillers d'Etat. Dans la fournée nouvelle, on ferait passer M. de Parieu, qui remplacerait M. Odilon Barrot comme vice-président.

On lit dans le *Temps* :

On assurait à Versailles que les membres de la gauche faisant partie de la commission de permanence en proposeraient d'interpeller le gouvernement au sujet des entrevues de Vienne.

Le gouvernement répondrait, dit-on, que ces entrevues ne le regardent à peu près en rien.

Les membres de la majorité de la commission de permanence déclarent, paraît-il, qu'il n'y aura pas de surprise pendant la prorogation, et qu'aucune solution monarchique ou autre ne serait proposée avant la rentrée.

Tarbes, 11 août soir.

Le président de la République est arrivé à Tarbes aujourd'hui à deux heures et demie, accompagné du ministre de la guerre. Il a été très bien accueilli par la foule sur tout le parcours de la gare à l'hôtel où il est descendu.

Le maréchal a visité à quatre heures les ateliers du colonel de Rodys ; il reçoit ce soir à dîner les députés du département et les maires des villes et militaires, en tout, cinquante couverts.

Demain matin, à cinq heures, exercices d'artillerie au plateau de Gez.

—Opinion d'un humoriste américain sur la politique :

"Quand on s'est habitué à la vie politique, on ne marche jamais droit, c'est impossible. Les hommes qui font ce métier là vont de travers comme les colporteurs forcés de se courber sous leur paccotille : à la longue ils se déforment."

—L'autre jour, dans une fête de village, un danseur de corde faisait en plein vent des exercices qui avaient attiré un grand nombre de badauds.

Il marchait avec agilité, le balancier à la main, sans avoir l'air de se douter du danger.

Tout à coup, il porte, sans s'en apercevoir, son balancier trop à gauche... et... patatras, voilà notre homme par terre.

—Tiens ! s'écrie un assistant.....on dirait qu'il a vu travailler M. Thiers !

—A Houlgate. Il commence à faire nuit. La mer se soulève assez furieusement.

Quatre messieurs accompagnés de deux marins, sont allés faire une partie de barque.

Sur la plage, les baigneurs les suivaient anxieusement du regard. La petite barque est terriblement ballottée. De temps en temps, elle disparaît tout à fait. On croirait alors qu'elle a été engloutie et, naturellement les baigneurs poussent des cris d'effroi :

—Oh ! mon Dieu.....

—Mais ils vont se noyer !

—Les malheureux !

Tout à coup, une douce voix de femme vient rassurer les effrayés :

—Soyez tranquille, dit la voix, il n'y a aucun danger : tout le monde sait nager... excepté mon mari !

On parlait du mari d'une jolie femme, de passage légère.

—Je t'.....e, disait-on, est-il heureux ?

—Je crois bien : il a du bonheur pardessus la tête.

—On a découvert, sur le sol de l'antique Etrurie, un lac souterrain rempli de poissons. Le savant qui a fait un rapport à ce sujet dit qu'il en a mangé, et que cette viture avait un goût de vase.... étrusque.

On promet pour cet hiver, à l'Opéra-Comique un nouvel opéra en trois actes, de M. Flotow, intitulé *Marianna*.

—A la Sorbonne :

Un professeur de géographie demande à un candidat au baccalauréat ès-lettres :

—Quelle est la distance de la Habanne à Cuba, puis de Cuba à San Francisco, quel chemin prendriez-vous ?

—Mon Dieu, monsieur, je prendrai le paquebot et je m'en rapporterai au capitaine, bien persuadé qu'il connaît la route beaucoup mieux que moi.

On nous assure que M. Thiers, après son excursion en Suisse, ira passer quelques jours à Biarritz.

L'OPHÉLIE AUX ÉCREVISSES.

Voici une triste histoire qui vient de se passer à Chenevières :

Depuis l'an dernier, on voyait errer sur les rives de la Marne une petite fille de douze à quatorze ans, chétive et maladive, sans famille, sans nom, sans domicile, et idiote par-dessus le marché. On ne pouvait s'approcher d'elle sans le cœur serré devant sa pauvre figure pâle et ses grands yeux mornes. On l'appelait Marie l'aliette. Elle pêchait des écrevisses pour vivre, et elle les attrapait avec une singulière habileté.

Lorsque ce n'était pas la saison des écrevisses, on la nourrissait par charité dans les fermes.

Jamais l'enfant ne souriait, elle parlait à peine et semblait ne pas comprendre ce qu'on lui disait.

Avant-hier, elle allait vendre ses écrevisses, lorsque en passant devant l'église elle la vit tendue de draperies blanches.

Comme elle regardait cela :

—Croyez-vous qu'elle ne serait pas plus heureuse si elle était morte aussi ? dit un habitant du pays en la montrant du doigt un morceau de pitié.

L'idiote tressaillit. Elle avait compris. Toute la journée, probablement, ces paroles bourdonnèrent dans son faible cerveau, que le soir, elle rentrait au gamindu pays, elle lui dit confidentiellement qu'elle allait être plus heureuse que lui.

Hier matin, on l'a retrouvée flottant sur la Marne, à cinq cents mètres de l'île d'Amour ; elle tenait encore son malheureux petit panier qu'elle portait ordinairement, et avec lequel elle s'était laissé tomber à l'eau.

L'état civil de la petite morte n'a pu être constaté.

LES HIRONDELLES D'AOUT.—C'est ainsi que dans le Maucet et dans la Brie on appelle les ouvriers belges qui viennent faire la moisson en France.

Ils arrivent en ce moment par centaines à la gare du Nord, traversent Paris et reprennent la ligne du centre et celle de Lyon pour se rendre où le travail les appelle.

Ces braves gens sont des communards à leur manière ; labeur et profit, tout cet mis en commun. Ils obéissent cependant à un chef, ce que nos communards à nous n'ont pas encore trouvé. C'est ce chef qui est chargé par chaque brigade de débattre le prix de la besogne avec les fermiers et de recevoir les salaires.

Ces pauvres diables travaillent depuis quatre heures du matin jusqu'à neuf heures du soir. Ils dorment environ deux heures dans la journée qu'ils trouvent toujours trop courte.

Ils mangent du pain sec et boivent de l'eau pure. Quelques sybarites—il y en a pourtant,—frottent leur pain avec un oignon et, mêlent quelques gouttes de vinaigre à leur eau.

La moisson finie, et les comptes réglés, on nous livre à un festin dont voici le menu : trente-six œufs par escouade de douze travailleurs.

On cuit ces œufs dans un immense saladier, on les bat et chaque convive vient tremper dans cette omelette géante des morceaux de grosses tranches de pain, mouillées comme des manches à balai.

Le banquet fini, chacun reçoit son décompte, l'empoche, et retourne au pays avec 75 ou 80 francs sets dans son portemonnaie qui est ordinairement une chaussette de laine ou un blaireau à tabac.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont toujours les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un incendie a éclaté, hier matin, vers deux heures et demie, dans une maison en bois, inhabitée, située à l'angle des rues Jena et Jersey et appartenant à M. Fritz Rackenberg.

Les flammes, après l'avoir entièrement détruite, se sont propagées avec rapidité, et ont atteint une maison voisine, qu'elles ont partiellement endommagée.

Les pertes, évaluées à environ sept cent dollars, sont couvertes par deux assurances ; l'une, à la compagnie "Lafayette," et l'autre, à la compagnie "London and Lancashire."

Un petit incident est venu interrompre, avant-hier soir, la représentation donnée au "Crystal Palace," au coin des rues Chartres et Conti, et à boulevarder Bonaventure.

Deux individus, nommés Alexandre Larkin et George Drover, après avoir vidé plusieurs verres de bière, ont échangé des paroles injurieuses et en sont venus aux mains. Favorisés par la confusion qui régnait dans la salle, ils ont réussi à s'esquiver avant l'arrivée de la police sur les lieux.

Une difficulté, dont l'issue a été fatale, est survenue entre un jeune homme de dix-neuf ans, nommé Paul Thomas, et une jeune fille de dix-huit ans, nommée Catherine Jones. Thomas trop généreux pour frapper une femme, s'est laissé infliger plusieurs coupures par Catherine, que la police a arrêtée.

Un jeune homme de vingt ans, résidant à Alger, a disparu de chez lui, lundi dernier. Son absence n'a d'abord donné lieu à aucune supposition ; mais ne revenant pas au bout de vingt quatre heures, on a pensé à un accident. La police a aussitôt mettilée et c'est elle à la recherche du pauvre jeune homme. Devant l'habitation "Storr", deux milles au lac de la ville, on a trouvé sur la levée, des vêtements que l'on a reconnu être les siens. Dans une de ses poches, on a trouvé une lettre qu'il adressait à son père en France, et dans laquelle il se plaignait des personnes à l'emploi desquelles il ne trouvait.

On suppose donc, avec raison, que c'est dans un moment de désespoir qu'il s'est suicidé.

Le grand concert et la fête d'artifice qui devaient avoir lieu dimanche dernier, au Parc Gravier, ont été forcément renvoyés, à cause du mauvais temps.

Le programme de cette fête annonçait un combat naval entre le *Mortemart* et un *Monitor*, ce qui avait attiré une foule considérable. Le désappointement causé par ce renvoi a été tel, que M. Lejeunin n'est obligé à donner la fête dimanche prochain. Il faut donc espérer que, favorisé par le temps, M. Forcelliet pourra donner une représentation que tout le monde attend avec impatience.

TEMPERATURE. — 3 Septembre 1873.

Thermomètre de C. DUFOUR, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	77	25
12 M.	82	28
3 P. M.	86	30
6 P. M.	84	29

Remplacement d'un autre article de mérite. — Bien des hommes et bien des femmes ont conservé le souvenir de la pierre de Bonbo et de la pierre dont ils se servaient, à époque fixe, pour nettoyer les ustensiles, les fourchettes, les cuillères, les assiettes et autres ustensiles de cuisine. On emploie encore cette même pierre et cette même pierre dans des milliers de familles qui ignorent l'usage du SAPOLIO, mais qu'une bonne ménagère ne sera une seule fois de ce SAPOLIO et elle ne voudra plus entendre parler de la brique ou de la pierre. Rien seulement le SAPOLIO enlève la rouille et la saleté, mais il donne une chaleur le brillant qu'on avait quand ils étaient neufs, et il le fait en dix fois moins de temps qu'il n'en faut à une autre substance quelconque. On le trouvera partout. Que les ménagères en fassent l'essai. 4 sept—tf—vdx

DOMAS, à East Pascagoula, 2 septembre 1873, ULRICH NICHOLAS BOEM, aimé de Augusta Hohn et Lucile Winchester Hill, âgé de 3 ans et 1 mois.

ENTREPOT DE TAPIS,
As No. 17 de la rue de Chartres.
A. BROUSSEAU, Importateur,
Offre, en Gros et en Détail,
AUX PRIX DE NEW-YORK,
Un magasin où à la Douane.
TAPIS—1000 rouleaux et Tapis coupés et assortis.
TOILES CIRÉES pour planchers, tables et cuisines.—NATTES—100 rouleaux Nattes blanches à carreaux et bariées.
STORES, l'assortiment le plus complet de plusieurs MIDEAUX et dentelle et dentelle Nottingham.
RIDEAUX, CORNICHES, CORDELIÈRES, Glands, BURLAPS, Coutil à matelas, Damasse, Brocatelle.
Détail—M—PP DJN